

Histoire contemporaine du monde arabe

M. Henry LAURENS, professeur

Cours : 12 leçons sur la question de Palestine à partir de 1954

Le contenu audio du cours se trouve sur le site Internet du Collège de France à http://www.college-de-france.fr/default/EN/all/his_ara/index.htm

Le contenu totalement rédigé se trouve dans **La question de la Palestine**, Tome troisième, **1947-1967**, *L'accomplissement des prophéties*, Fayard, Paris 2007 (qui couvre les trois dernières années de Cours au Collège)

Cours : 4 leçons sur l'impérialisme dans l'histoire à l'Université Senghor d'Alexandrie

Il s'agit d'une étude historique sur la notion d'impérialisme. Elle part de la définition de l'Empire comme étant une domination territoriale sur une pluralité de peuples dotés d'une pluralité de statuts de nature hiérarchique. L'impérialisme comme concept a d'abord été défini par Hobson au début du XX^e siècle puis repris par les marxistes, de Rosa Luxembourg à Lénine, qui en ont fait le stade ultime du capitalisme.

L'analyse historique du phénomène de la conquête montre une réalité plus complexe. En réalité, si l'analyse économique de l'impérialisme semble pertinente à l'époque de la conquête des Amériques et du mercantilisme, c'est à un stade antérieur du capitalisme, comme d'ailleurs Schumpeter l'avait déjà signalé en 1919.

La conquête coloniale du XIX^e siècle appartient à une autre logique. Elle est d'abord le fruit de la révolution des transports et de la transformation des rapports de force. La part dans les échanges des pays industrialisés des pays colonisés ou dépendants a toujours été inférieure à 10 %. L'analyse de la situation du XIX^e siècle permet de préciser les concepts avec des références à l'impérialisme du libre-échange qui impose la liberté de transaction et la police des communications, la colonisation de peuplement, l'impérialisme collectif des pays industrialisés dans les régions restées juridiquement indépendantes, l'impérialisme continental de la Russie et des États-Unis.

Le moment impérialiste qui va de 1880 à 1914 correspond tout aussi bien à la période de dépression commencée dans les années 1870 qu'à celle de vive croissance constitutive de la « Belle Époque ». Il est clairement lié à l'affirmation nationale à l'ère des masses.

Le problème essentiel de l'impérialisme colonial est qu'il est à la fois l'expression de la puissance européenne et la négation de l'évolution de l'Europe. En Europe même, le mouvement de l'histoire va vers l'égalisation des statuts juridiques et dans une moindre mesure des conditions sociales tandis que le monde colonial recrée les hiérarchies de conditions abolies en Europe. Plus l'Europe se démocratise plus le monde colonial s'aristocratise. La personnalité des lois censée reconnaître la diversité des cultures construit un système politique régi par la différence. Quand l'assimilation cesse d'être une perspective, on évoque une association de nature paternaliste. Au premier danger de la révolte de l'indigène s'ajoute le second constitué par la revendication d'égalisation des statuts, conséquence inévitable du succès même de l'entreprise civilisatrice. La contradiction coloniale se définit par cette double sommation faite à l'indigène : devenir moderne mais rester lui-même, être plus proche mais pas trop.

La première guerre mondiale marque la fin de l'impérialisme européen du XIX^e siècle. La proclamation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en 1917 ou plutôt son universalisation ruine sa légitimité. En 1919, la création des Mandats marque son épuisement. Après cette date, il n'existe plus d'expansion coloniale. La guerre d'Éthiopie en 1935 apparaît sur le plan du droit international comme une agression illégitime.

L'entre-deux-guerres voit la dislocation des mécanismes de l'impérialisme collectif. La crise économique des années 1930 réintroduit une notion d'inégalité d'accès aux ressources coloniales, mais en raison de l'effondrement du système des échanges.

La guerre froide est contemporaine de la décolonisation. Ceux qui font le choix de refuser le « néo-colonialisme » se mettent en position de faiblesse par rapport à la seconde mondialisation en train d'émerger. Dans une certaine mesure, l'anti-impérialisme est le stade ultime du communisme. Il a été le troisième moment de l'histoire du communisme international en lui procurant une nouvelle force au temps de la décolonisation, lui permettant une nouvelle expansion territoriale dans ce que l'on appelait le Tiers-Monde. Il a permis de fédérer l'ensemble des forces dites « progressistes » constituant un trait d'union entre plusieurs mondes. Il a servi ainsi la politique impériale de l'Union soviétique. Quand l'attraction de Moscou a commencé à décliner, il a permis l'émergence temporaire de pôles de substitution, Cuba de Castro, Chine de Mao. Les différentes formes de gauchisme se retrouvaient avec les communistes dans cette lutte annonçant comme toujours l'avènement d'un monde meilleur. Dans l'histoire, l'anti-impérialisme pèse autant que l'antifascisme et partage avec lui la capacité de disqualifier l'anti-communisme.

Le travail se termine sur une réflexion sur la situation contemporaine et la nature de l'hégémonie américaine.

L'avenir se situe quelque part entre le conflit des civilisations, expression d'un passé vécu plus que jamais au présent, aussi bien dans un monde européo-américain où les références à l'antifascisme ou à l'esprit churchillien servent de justification aux aventures militaires, que dans le reste du monde où les ingérences impériales sont perçus comme de perpétuelles résurgences coloniales ou de nouvelles guerres de religion, et une communauté atlantique élargie au Pacifique composés de pays économiquement développés à la fois alliés et compétiteurs dans l'accès aux matières premières stratégiques et aux marchés qui y correspondent.

Cours : 2 leçons sur l'histoire des relations entre l'Europe et le monde musulman à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth

Il s'agit de la fin du cycle commencé il y a deux ans. La question étudiée est le XX^e siècle à partir de la fin de la seconde guerre mondiale. La naissance du concept de Moyen-Orient montre la nature nouvelle des rapports coloniaux au moins dans la vision des coloniaux britanniques.

L'Empire par traités est une novation radicale. Il abandonne la notion traditionnelle de territoires au profit de celle de réseaux destinés à conserver la part « utile » des nouveaux espaces. Il implique un changement de mentalités de la part des administrateurs coloniaux qui doivent accepter l'idée d'un transfert plus ou moins rapide des compétences au profit des élites locales. Mais si l'autorité directe est destinée à décliner, l'interventionnisme reste une donnée constante. Le haut commissaire puis l'ambassadeur britannique sera un acteur permanent de la scène politique chargé de veiller au maintien au pouvoir d'équipes favorables aux intérêts britanniques.

Dans les pays indépendants, l'Islam se confronte avec le nationalisme. Le projet du kémalisme est de construire un État nation turc de peuplement essentiellement musulman mais appartenant pleinement à l'Europe. C'est une révolution culturelle imposée d'en haut selon un plan systématique et cohérent. La volonté proclamée est d'être moderne. Les échanges de population avec la Grèce consacrent la disparition des grandes chrétientés anatoliennes terriblement atteintes par les massacres et les déplacements forcés de la période précédente. La rupture avec le passé se veut totale. La laïcité est imposée comme signe de progrès. Beaucoup de signes extérieurs de pratiques de la religion sont interdits et ce qui reste des institutions religieuses est soumis à un étroit contrôle, au point que l'on a pu parler d'étatisation de la religion. L'alphabet latin est adopté en 1928. Le patronyme à l'occidental devient obligatoire. Les femmes obtiennent le droit de vote en 1935, dix ans avant la France. En 1932, l'élection d'une femme turque au rang de « miss monde » est considérée comme une grande victoire nationale.

Reza Shah en Iran est allé beaucoup moins que Mustafa Kemal dans la voie de la laïcisation. Son gouvernement extrêmement brutal a permis d'importantes

transformations culturelles et économiques. Il a réussi à rétablir l'État iranien et à étendre son autorité sur l'ensemble du territoire. L'Union soviétique a remplacé la Russie tsariste comme ennemi du nord. Voulant limiter l'influence britannique, le premier Shah Pahlevi a engagé une première épreuve de force concernant les concessions pétrolières de l'*Anglo-Persian Oil Company* destiné à devenir l'*Anglo-Iranian Oil Company*. Dans les années 1930, il a cherché un certain rapprochement avec l'Allemagne nazie pour mieux assurer l'indépendance de son pays, attisant par là les inquiétudes de la Grande-Bretagne.

Comme dans le cas du kémalisme, l'indépendance politique acquise par rapport à l'Europe semble devoir passer par une politique volontariste de modernisation/européanisation au détriment des institutions religieuses traditionnelles et s'inscrivant dans la suite du réformisme élitaire des époques précédentes. Les expériences turques et iraniennes représentent l'apogée, voire le passage aux limites, du réformisme autoritaire de l'État des périodes précédentes. Il a pour mérite le rétablissement de l'estime de soi grâce à l'indépendance recouvrée et l'exaltation de gloires nationales largement mythifiées. Le prix à payer est néanmoins lourd. Plus encore qu'au XIX^e siècle, il a introduit un divorce traumatique entre la continuité de la culture islamique et la modernité tout en privant cette dernière de sa composante essentielle, le consentement des populations exprimé par le biais d'institutions libérales et démocratiques.

Il se construit là un piège redoutable. Le moindre relâchement de l'autoritarisme risque de s'accompagner d'une réaction islamique contestant éventuellement l'ensemble de la modernité importée. La situation indienne est un contre-exemple de ce qui se passe en Turquie et en Iran. L'absence de modernisme autoritaire et la mise en place progressive d'institutions libérales dans un contexte de pluralisme religieux poussent à la formation d'un séparatisme politique voire social. Il est vrai que la même tendance se retrouve dans l'hindouisme : rejet des coutumes traditionnelles, mise en place d'une pratique fondée sur un texte sacré et une époque de référence idéalisées, recours aux nouveaux moyens de propagande, de diffusion et de communication (à cette époque, essentiellement l'imprimé). Chez les musulmans comme chez les hindous on trouve aussi l'affirmation d'un spiritualisme à vocation politique, (Iqbal, Gandhi), et des modernistes tentant de trouver des solutions conciliant l'héritage religieux purifié avec la culture européenne. C'était parce qu'ils étaient trop semblables que musulmans et hindous ont été amenés à s'opposer devant des Britanniques de plus en plus désarmés.

Les Mandats A constituent une expérience originale. Le processus de communautarisation des musulmans n'est pas une manipulation de la puissance extérieure, mais sa politique interfère nécessairement. La France y voit dans ses États du Levant le moyen de contrer le nationalisme arabe unitaire et de se donner une mission noble — procéder à l'émancipation de groupes humains jusque-là méprisés et maintenus dans une situation de sujétion. La Grande-Bretagne mène une politique inverse en Irak en confiant les rouages du nouvel État à des nationalistes arabes sunnites. Les chiites majoritaires avaient exprimé leur opposition

résolue à la construction mandataire et n'apparaissaient pas disposer des élites nécessaires pour faire fonctionner la nouvelle administration.

En fixant une définition territoriale et une capitale, les puissances mandataires dont la présence est légère (quelques centaines de fonctionnaires) ont défini le cadre de l'action politique des élites politiques locales. Il leur faut prendre le contrôle de l'espace ainsi défini en obtenant la subordination de l'ensemble du territoire à la nouvelle capitale. Beyrouth doit faire reconnaître sa prééminence sur l'ensemble du Liban, Damas sur la Syrie, Jérusalem sur la Palestine, Bagdad sur l'Irak. Deux logiques complémentaires sont en œuvre. L'administration mandataire elle-même hiérarchise le territoire en circonscriptions administratives. La classe politique menant le combat national contre la puissance mandataire travaille en même temps à établir l'autorité de la capitale contre ses concurrentes (Damas face à Alep, Jérusalem face à Naplouse ou Haïfa). La lutte pour l'indépendance passe par la disqualification des divers régionalismes accusés de compromission avec le dominateur étranger.

L'entre-deux-guerres voit l'émergence de trois bombes à retardement qui marqueront et au-delà le second XX^e siècle : la Palestine, le pétrole et l'islamisme. En Afrique du Nord la contradiction coloniale se révèle crûment. La modernisation impulsée par le dominateur extérieur crée de nouveaux groupes sociaux qui contestent le colonisateur tandis que ce dernier tend de plus en plus à s'appuyer sur les structures les plus archaïques de la société. En Tunisie puis au Maroc émergent à la fois une petite élite formée à l'enseignement moderne et un prolétariat urbain de plus en plus important. L'exigence de participation politique des indigènes au gouvernement voire d'indépendance commence à être formulée. Elle est prise en charge par les diplômés qui ont choisi la voie des carrières libérales et non celle de l'administration publique où ils avaient le sentiment de ne pas avoir leur place face aux Européens.

En Algérie, la participation des musulmans à la grande guerre laisse croire un moment à l'abolition des discriminations. De fait, le gouvernement Clemenceau améliore considérablement le statut juridique des musulmans, mais sans abolir le code de l'indigénat. La déception vient rapidement en dépit de la création du groupe des élus musulmans qui demandent la pleine égalité avec les Européens. Dans les années 1930, l'association des oulémas musulmans fait du réformisme islamique un programme politique en réhabilitant l'identité musulmane et arabe contre la tentation de la francisation mais aussi en mettant de côté l'héritage berbère.

La III^e République finissante n'a pas de conduite claire. Les éléments européens des protectorats poussent à l'abandon de « l'association » pour une « assimilation » plus ou moins inspirée du modèle algérien. Mais l'administration n'est pas même capable d'unifier l'action des trois possessions françaises (l'Algérie refuse tout ce qui pourrait être une subordination aux Affaires étrangères ou au ministère des Colonies). Partout on est peu favorable au développement de l'enseignement de la langue et de la culture arabes mais en même temps que l'on

cherche à propager la culture française, on s'oppose à l'entrée des indigènes dans la cité française. Avec la crise mondiale, c'est la métropole qui soutient à bout de bras l'économie de ses possessions nord-africaines (Algérie comprise) tout en affirmant qu'elles sont un facteur de puissance. L'exode rural de l'Afrique du Nord s'étend à la métropole par une constante migration de travail que favorisent les structures impériales et que déplorent les démographes français de tendance eugéniste.

Mondes arabe et musulman se constituent en espace politique enjeu des puissances extérieures, en particulier dans la guerre des radiophonies qui précède le second conflit mondial. Du point de vue humain, ce conflit affecte beaucoup moins le monde musulman que la première guerre mondiale.

Pris dans une lutte à mort avec le nazisme, les Britanniques se sont montrés extrêmement fermes face à tous les nationalismes (sionisme compris) soupçonnés de servir volontairement ou involontairement les intérêts allemands. Ils ont rompu tous les compromis politiques de l'entre-deux-guerres. Si dans l'immédiat, ils semblent disposer d'une force écrasante, ils ont en pratique ruiné toute possibilité de collaboration politique pour la période suivante. Ils essayent bien de mener une guerre de propagande idéologique contre le fascisme, mais tout discours en faveur de la défense des libertés humaines ne peut que se retourner contre leurs pratiques coloniales.

Les nationalistes ont surtout vu dans les puissances de l'Axe le moyen de liquider la domination franco-britannique, même s'ils ont été sensibles au radicalisme national de leurs discours. Progressivement les Américains prennent la place des Germano-Italiens. Roosevelt est fermement opposé au colonialisme européen. Pour lui le but de guerre des États-Unis n'est pas la seule libération des peuples européens de la domination nazie, mais l'application généralisée du droit à l'autodétermination. Il reconnaît que les peuples colonisés ne sont pas immédiatement prêts à l'indépendance et envisage la mise en place d'un système de tutelle (*trusteeship*) international pour la période intérimaire. L'application devra être plus rapide pour les peuples de race « brune » ou « jaune » que pour ceux de race noire.

Le second après-guerre marque le début de la décolonisation avec l'indépendance de l'Inde. Le Moyen-Orient est intégré dans tous les plans de défense de l'Occident face à la menace d'expansion soviétique. Les Britanniques tentent d'en faire le moyen de se maintenir comme grande puissance, mais étapes par étapes, jusqu'en 1971, ils sont contraints d'abandonner leurs possessions territoriales. L'Afrique du Nord s'émancipe dans la violence de la domination française. Avec des nuances considérables, les trois États successeurs se lancent dans une entreprise développementaliste à caractère autoritaire tout en maintenant des relations particulières avec l'ancienne métropole. La V^e République en fait un enjeu politique majeur par le biais de la « coopération de substitution » ayant pour ambition la formation des cadres de l'État post-colonial et débouchant sur une

plus grande diffusion de la francophonie. Le projet identitaire d'arabisation entre alors en compétition au moment où cette coopération s'achève. L'arabisation mal menée s'oppose aussi à la revendication d'une identité berbère. Il en résulte à la fin du XX^e siècle un conflit entre « arabophones » et « francophones » à l'intérieur des classes éduquées. Les uns revendiquent leur authenticité, les autres leurs compétences.

La décolonisation est la récupération de la dignité collective des peuples dominés. Elle laisse ouverte aux nouvelles équipes dirigeantes la question du développement, envisagée dans la dernière époque coloniale. L'un des facteurs de la fin de la domination extérieure est l'irrésistible montée du nombre qui implique une redéfinition des missions de l'État avec un accroissement continu des services sociaux (éducation, médecine, emplois) à fournir à la population. La distinction entre « métropole » et « dépendances » rend difficile d'opérer des transferts financiers massifs au profit de cette seconde catégorie. C'est ce que l'on appelle en France le « cartiérisme » avec comme mot d'ordre « plutôt la Corrèze que le Zambèze ».

Durant la phase de transition vers l'indépendance, la puissance coloniale a tenté de modifier le rapport impérial en le définissant comme une « communauté » : France d'Outremer, Communauté française, Commonwealth ouvert aux non-blancs avec l'entrée de l'Inde et du Pakistan. L'ambition a été de construire une relation nouvelle en s'appuyant sur l'existence d'une plus ou moins longue histoire commune et d'une langue partagée. L'ancien dominateur y voit le moyen de maintenir une influence lui permettant de peser sur les affaires du monde. L'ancien dominé y trouve un accès à différentes formes de coopération et de transfert de compétences techniques.

Il en découle paradoxalement qu'au moment où les indépendances définissent de nouvelles frontières, jamais la circulation des hommes n'a été aussi intense. L'espoir d'une meilleure vie pousse une partie des anciens indigènes à partir dans une migration dite de travail qui débouche la plupart du temps sur une installation définitive. Cette migration est facilitée par l'existence de ces structures dites communautaires qui font de l'ancien colonisé un étranger au statut privilégié dans ce qui devient réellement pour lui une métropole. On peut parler d'une « citoyenneté d'Empire » maintenue au-delà de l'existence même de l'Empire. Les besoins de main-d'œuvre liés à la croissance économique rapide des « Trente Glorieuses » expliquent largement le phénomène, aussi bien en termes de demande que d'offre (la disponibilité d'immigrés venus d'Europe, en particulier d'Italie, Espagne et Portugal décline progressivement). Durant les années 1970 et 1980, des restrictions de plus en plus importantes ont été apportées à cette migration qui a été théoriquement limitée au regroupement familial et aux mesures de « régularisation ».

Cette inversion des flux migratoires dans le contexte de la décolonisation permet l'intensification des rapports humains entre l'Europe et le monde musul-

man dans le cadre des nouvelles révolutions des transports et des communications. Si les premiers migrants n'avaient pour ambition qu'un séjour temporaire, l'installation s'est faite durable. Le processus de « métropolisation » a différé d'un pays européen à l'autre en fonction de leurs réalités anthropologiques.

Le fait majeur a été que la disparition du fait colonial s'est accompagnée de la fin du statut personnel qui lui était liée. L'installation et la naturalisation impliquent l'acceptation du statut civil général des populations européennes, mais les pratiques sociales et politiques des États concernés ont été directement modelées par les visions anthropologiques des métropoles. Ainsi l'ancienne mission civilisatrice française s'est transformée en problématique de l'intégration/assimilation, le différentialisme britannique en multiculturalisme tandis que l'Allemagne a longtemps maintenu la fiction d'un statut d'étrangers perpétué sur plusieurs générations.

L'État affranchi de la domination européenne directe se heurte au problème du développement qu'il doit prendre pleinement en charge. Sa démarche se veut volontariste et passe le plus souvent par l'autoritarisme. Les nouveaux groupes au pouvoir s'en servent aussi pour éliminer la base économique des anciennes élites accusées de compromission avec l'impérialisme. Une étape essentielle est la nationalisation des intérêts économiques étrangers, le plus souvent européens. Ce processus volontariste passe le plus souvent par une étatisation de l'économie avec même une esquisse d'État providence. L'adoption du vocabulaire socialiste est fréquente.

Durant toute cette période, les islamistes ont redéfini leur corps de doctrine en faisant l'expression radicale d'un nationalisme authentitaire. La domination occidentale n'est pas seulement économique et militaire, elle est avant culturelle. C'est une agression culturelle permanente qui contamine les sociétés musulmanes. L'islamisme se veut une réponse globale de l'endogène qui expulse l'exogène imposé. Cela lui permet de disqualifier le nationalisme modernisateur défini comme un instrument de l'occidentalisation. L'indépendance devient ironiquement le « stade suprême de l'impérialisme ». L'Islam est défini comme une essence inaltérable à laquelle il faut revenir car il a la capacité d'apporter la solution à tous les problèmes. Toute action occidentale depuis l'origine n'est que conspiration maléfique.

Quand l'islamisme devient le discours dominant dans les sociétés musulmanes, à partir des années 1980 sous l'impact de la révolution islamique iranienne, il apparaît pour les Européens comme un « retour du religieux » voire une « revanche de Dieu ». Il est assimilé aux autres formes de fondamentalismes religieux comme le messianisme colonisateur en Israël, le fondamentalisme protestant aux États-Unis ou les intégrismes catholiques dissidents. On peut y ajouter la radicalisation authentitaire de l'hindouisme. Dans une Europe en voie de déchristianisation qui a domestiqué le fait religieux sans supprimer diverses formes de religiosité, il fait d'autant plus peur qu'il s'est traduit par l'apologie du jihad. Certes quand ce jihad est mené en Afghanistan contre les Soviétiques, il est attribué aux

« combattants de la liberté » mais quand il s'étend au Liban après l'invasion israélienne de 1982 puis dans les années 1990 à la Palestine, il prend la place de l'ennemi.

Les appareils d'État des pays musulmans sont définis comme des « modérés » à qui il faut apporter du soutien face aux islamistes qui remplacent l'Union soviétique défaillante. Ils savent jouer de cette carte pour obtenir différentes aides et obtenir une coopération sécuritaire.

Soumis à différentes formes de contestation qui sont relayées par les diasporas en Europe, les régimes politiques des pays musulmans voient leurs images se dégrader constamment. On en revient à la question culturelle, ironique reprise de celle des islamistes. La démocratie moderne et émancipatrice serait-elle incompatible avec la nature des sociétés musulmanes ? On a alors une convergence de perspectives entre les tenants occidentaux du « conflit des civilisations » et les différents mouvements islamistes.

La logique d'expansion de l'Union européenne lui fait progressivement couvrir l'ensemble de la rive nord de la Méditerranée, à l'exception pour l'instant de la Croatie, de l'Albanie et de la Turquie. Dans ce cadre, elle a lancée en 1995 le processus dit de Barcelone de partenariat euro-méditerranéen. Des accords d'association ont été conclus avec la plus grande partie des pays dits de la rive sud.

Il ne faut pas se dissimuler que la préoccupation la plus importante de l'Union et de ses États membres est de nature sécuritaire. Plus l'Union s'étend géographiquement plus son voisinage devient musulman. Même si elle parle de réformes nécessaires, sa première priorité est d'ordre conservateur, assurer la stabilité dans son voisinage immédiat car les conflits internes au monde musulman se répercutent sur son propre sol. La dimension sécuritaire implique une collaboration renforcée avec les États musulmans.

La même problématique se retrouve dans la question des migrations. Le monde musulman fournit une bonne partie des « sans-papiers » qui essayent d'atteindre l'Europe, et la plupart des autres transitent par les mêmes pays. Là encore, ces pays en font un instrument de pression sur une forteresse Europe qui chercherait à se doter de murs infranchissables. Il faut y ajouter les différents trafics de drogues et le terrorisme.

Après le 11 septembre 2001, l'Europe a été victime sur son propre sol du terrorisme jihadiste, en particulier à Madrid et à Londres. La lutte anti-terroriste passe par une coopération constante dans le domaine du renseignement entre Européens et policiers du monde musulman.

L'ensemble de ces contraintes pousse les pays européens à avoir une vision plutôt conservatrice de leurs relations avec le monde musulman. La perspective se veut à long terme. En favorisant les processus de réformes, en les finançant et en fournissant une aide technique, l'Europe travaille à une transition vers un monde arabe plus démocratique. Il n'en reste pas moins que les interlocuteurs arabes et

musulmans des Européens n'envisagent qu'une perspective instrumentale dans leurs rapports avec l'Europe. Elle est là pour contribuer à améliorer les performances des appareils d'État et de l'économie afin justement de pouvoir perpétuer le *statu quo*. Ce sera à l'avenir de dire laquelle des deux parties l'emportera.

La question culturelle reste essentielle, au moins dans le discours. Les responsables européens, en particulier français, s'attachent à combattre la problématique du conflit des civilisations. Le dialogue des cultures est à l'ordre du jour. Mais la question de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne suscite de vigoureuses passions.

Les violences du début du XXI^e siècle ne doivent pas cacher la communauté de destin qui s'est construite en deux siècles et demi entre le monde musulman et l'Europe. À partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, en raison de son hyperpuissance, l'Europe a défini les règles mouvantes d'un nouvel universel qui a accompagné l'extension de sa domination. Elle a été relayée en partie au XX^e siècle par l'Amérique du Nord. En dépit des vicissitudes de la politique, l'élaboration de nouvelles normes à vocation universelle s'est continuée. Il en est ainsi de l'émancipation féminine ou de la légitimation de l'homosexualité. Les pays musulmans se trouvent soumis en permanence à la pression d'exercer ces nouvelles normes qui bouleversent leurs structures anthropologiques fondamentales.

La modernisation est à la fois impulsée par l'Europe/Occident et le produit des évolutions internes des sociétés musulmanes. Il en a été ainsi de la disparition des sociétés hiérarchisées d'Ancien Régime, de la mise en place de la norme d'égalité de statuts, des redéfinitions identitaires conduisant à l'émergence du nationalisme et de l'État moderne. À chaque moment, il est impossible de déterminer ce qui est emprunt à l'extérieur et ce qui est une recomposition interne.

La destruction créatrice venue d'Europe, mais qui a pris son autonomie propre, est passée comme en Europe par de multiples inventions de la tradition. À chaque moment, il a fallu justifier l'innovation en la reliant à l'héritage religieux et culturel du passé. La phase identitaire et authentitariste du discours musulman contemporain trouve largement son pendant dans l'Europe du XX^e siècle, y compris dans son versant le plus sombre comme l'antisémitisme.

Dans la mondialisation actuelle, le monde musulman occupe une position médiane entre les pays industrialisés anciens et nouveaux, et les pays les moins développés, comme le montrent les tableaux fondés sur l'indice de développement humain. La performance est médiocre, mais non déshonorante. Elle n'implique pas une défaillance globale de la culture de ses sociétés.

En produisant l'universel, l'Europe s'est elle-même universalisée. Sa culture matérielle s'est profondément imprégnée de tous les apports du monde, comme le montre sa cuisine quotidienne. Ses arts sont incompréhensibles sans les références aux autres cultures. Sa littérature est devenue universelle dès la traduction des *Mille et une Nuits* au début du XVIII^e siècle. Sa composition humaine s'est

modifiée et sa constitution religieuse transformée. Définir une identité européenne qui ne prendrait pas en compte la multiplicité de ses composantes serait aussi vain que de définir une personnalité musulmane fermée sur le reste du monde. Le piège de l'authenticité excluant l'autre comme étranger est probablement le danger le plus répandu dans l'ensemble du monde.

Le fait de l'histoire est qu'il existe dans toute personnalité européenne d'aujourd'hui une part de musulman comme il existe dans tout musulman une part d'Europe. La violence que l'on croit exercer sur l'autre que l'on rejette est d'abord une violence que l'on exerce contre soi-même. C'est en s'interrogeant sur ses intériorités partagées que l'on arrivera à un véritable dialogue des cultures...

ACTIVITÉS DE L'ÉQUIPE

Bassma Kodmani, Maître de conférences

Activités

— Préparation d'un ouvrage sur les écrits des intellectuels arabes (philosophes, sociologues, historiens) qui ont marqué le développement des idées démocratiques dans le monde arabe au XX^e siècle.

— Rédaction d'un projet de recherche sur les relations entre pouvoir politique et autorité religieuse dans le monde arabe qui sera mené dans une perspective comparative couvrant l'Égypte, l'Arabie saoudite et l'Irak.

Par ailleurs, Bassma Kodmani continue d'assurer la direction du réseau *Arab Reform Initiative* (ARI) qui réunit dix instituts de recherche arabes travaillant en partenariat avec quatre centres européens et un centre américain. Cet ensemble de quinze instituts met en œuvre un programme commun de travail impliquant des projets de recherche, des échanges, des publications, un site Internet et des séminaires sur les questions de développement de la vie politique et de transition démocratique dans le monde arabe.

Au cours de cette année, ARI a lancé quatre nouveaux projets : 1) le premier rapport sur l'état de la réforme dans la région qui sera une publication annuelle ; 2) un projet sur le lien entre réforme économique et réforme politique, notamment le rôle du secteur privé dans les réformes ; 3) une série de rencontres entre représentants des différentes forces politiques (islamistes, libéraux, nationalistes et autres courants) ; 4) des enquêtes comparées sur les perceptions par les opinions publiques des réformes.

Le réseau a bénéficié des cours du professeur Henry Laurens et des travaux du colloque du Professeur Pierre Rosanvallon sur l'Universalisme démocratique en question.

Jihane Sfeir-Khayat
Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)

Activités

— Collaboration au montage de la journée « Chrétiens du Monde arabe : héritage et avenir » organisée en partenariat avec l'Association des Amis de la Bibliothèque Orientale de Beyrouth (Collège de France, 12 mai 2006).

— Collaboration à la publication des textes des leçons inaugurales des Chaires des mondes arabes et musulmans.

— Collaboration au montage d'un séminaire autour de « l'Historiographie dans le monde arabe contemporain » en partenariat avec l'Institut d'études de l'Islam et des Sociétés du Monde Musulman.

— Collaboration à la gestion des périodiques, collections et ouvrages pour la Chaire d'histoire du monde arabe contemporain du Collège de France.

— Communication : « Historiographie palestinienne : les étapes d'une construction nationale » (Institut d'études de l'Islam et des Sociétés du Monde Musulman, Paris, 14 avril 2007).

— Missions : un séjour à Beyrouth sans le cadre du programme ANR « Liban, mémoires de guerre : pratiques, traces et usages », 9-12 mars ; deux séjours à Beyrouth dans le cadre du projet « Le passage des frontières : la mémoire des minorités au Liban » (CEIFR-CNRS/Université Saint-Joseph) 9-21 avril et 15 octobre-2 novembre.

Publications

Les premiers temps de l'installation des Palestiniens au Liban 1947-1952, IFPO/Karthala, Beyrouth/Paris, à paraître en 2007.

Le désastre et l'exode, *al-Nakba /al-Hijra*. « Imaginaire collectif et souvenir individuel de l'expulsion de 1948 », in Picaudou Nadine (dir.), *Territoires palestiniens de mémoire*, IFPO/ Karthala, Beyrouth/ Paris, 2006, pp. 37-59.

« Historiographie palestinienne : la construction d'une identité nationale », *Annales HSS*, janvier-février 2005, vol. 60, n° 1, pp. 35-52.

« *al-mukhayyam* », in Jean-Charles Depaule (dir.), *Le Trésor des mots de la ville*, http://www.ivry.cnrs.fr/lau/IMG/pdf/64_mots_de_la_ville.pdf, 2005, pp. 149-151.

« *Al Nakba*. L'immaginario collettivo dell'espulsione del 1948 tra i profughi palestinesi », *Alternative*, n° 5, 2004. pp. 126-136.

« Chatila ou l'exil dans la ville », in Tabet Jade (dir.), *Beyrouth la brûlure des rêves*, Autrement, Paris, septembre 2001, pp. 77-91.

« Du provisoire au permanent : les débuts de l'installation des réfugiés au Liban, 1948-1951 », *The MIT Electronic Journal of Middle East Studies*, Crossing Boundaries : New Perspectives on the Middle East, vol. 1, May 2001, <http://web.mit.edu/cis/www/mitejmes/>

« Beyrouth au milieu du XIX^e siècle, naissance d'un centre », dans *Beyrouth, grand Beyrouth*, J.L. Arnaud (dir.), Cahier du CERMOC n° 16, Beyrouth, 1997, pp. 56-64.

